



Les personnels des lycées professionnels et des lycées agricoles et maritimes se sont fortement mobilisés mardi 18 octobre et ont réussi une grève majoritaire qui a permis aux personnels d'exprimer clairement leur opposition à la réforme engagée par le président Macron et la ministre Carole Grandjean.

L'expertise des personnels de lycée professionnel que nous représentons est une évidence : ils connaissent les élèves et leur famille, maîtrisent les contenus de formations, certifient les diplômes et sont aussi dans une relation directe et régulière avec les entreprises qui accueillent nos élèves. Pour ces raisons légitimes, nos organisations syndicales ne peuvent pas valider le bilan présenté par le ministère et qui lui sert de base pour les concertations. Elles revendiquent un état des lieux partagé, honnête et rigoureux préalable, sans lequel elles considèrent inacceptable d'envisager une quelconque réforme.

Face à la forte opposition des personnels, la ministre, malgré quelques infimes concessions, ne renonce pas en réalité à son projet. Elle persiste à vouloir imposer plus de stages aux élèves. Nos organisations refusent la diminution des heures d'enseignement général et professionnel et les suppressions de postes induites, la perte du cadre national des grilles horaires et une révision des cartes de formation au seul prisme des intérêts économiques particuliers des entreprises sur les secteurs d'activité en pénurie de main d'oeuvre.

Nos organisations revendiquent l'accès pour tous nos élèves à l'éducation à la santé, à la citoyenneté, aux projets artistiques, culturels et sportifs.

Pour nos organisations la voie professionnelle est tout autant une voie de formation que d'émancipation des jeunes.

En outre, par sa volonté de forcer la mise en oeuvre de l'apprentissage dans les lycées professionnels, le gouvernement désorganisera les établissements, renforcera les difficultés des élèves et dégradera toujours plus les conditions de travail des personnels.

Nos organisations soutiennent les actions des établissements mobilisés, notamment ceux qui viennent d'apprendre avec une grande brutalité leur fermeture en septembre 2023, à Paris comme dans le Grand Est. Nos organisations appellent à une nouvelle journée de grève et de mobilisation le jeudi 17 novembre sous forme de rassemblements et de manifestations et exigent toujours le retrait du projet de réforme de la voie professionnelle.

